



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2021-2022

YC/YC

P.V. ADECAE 02

**Sous-Commission « Avenir de l'Europe » de la Commission des
Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de
l'Immigration et de l'Asile**

Procès-verbal de la réunion du 15 novembre 2021

Ordre du jour :

Echange de vues avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe

*

Présents : Mme Stéphanie Empain, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Wiseler

M. Marc Angel, membre du Parlement européen

M. Fernand Etgen
M. André Bauler

M. Yves Carl, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Simone Beissel, M. Yves Cruchten, Mme Nathalie Oberweis

M. Sven Clement, observateur délégué

*

Présidence : n/a

*

Echange de vues avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe

Contexte de l'événement :

La Chambre des Députés a pris la décision de créer une sous-commission sur l'avenir de l'Europe au sein de laquelle sont représentés tous les partis politiques de la Chambre des Députés. La sous-commission a proposé d'organiser différents types d'événements dont l'approche principale consiste à laisser la parole aux citoyens.

Ces événements sont l'occasion d'échanger sur des questions qui intéressent les citoyens et des thèmes qui les interpellent, en mettant l'accent sur une approche résolument ouverte, transparente, inclusive, participative et équilibrée. Les rencontres dans les cafés permettent aux citoyens d'échanger avec les membres de la sous-commission. Cette rencontre-ci s'est tenue à Diekirch, soit dans la circonscription électorale « Nord ».

Sujet 1 : Changement climatique et environnement

- **Une gestion des crises plus centralisée** : l'UE a besoin d'augmenter sa capacité de résilience face aux crises climatiques (inondations et vagues de chaleur). Un système centralisé et coordonné pour gérer ces crises à venir doit être mis en place.

Sujet 2 : Santé

- **Réaction de l'UE face à la pandémie** : L'achat de vaccins par la Commission européenne a été perçu comme une réussite européenne. Les citoyens regrettent toutefois qu'au début de la pandémie de la COVID-19, l'approvisionnement en masques ait été catastrophique et beaucoup trop lent. La question du poids de la Chine sur le marché international a été soulevée. Il faudrait prévoir une production locale européenne pour des secteurs vitaux comme la santé afin de garantir l'indépendance de l'UE face aux autres puissances mondiales comme la Chine.

Sujet 3 : Une économie plus forte, justice sociale et emploi

Une économie plus forte :

- L'UE doit soutenir davantage **la création de champions européens** et mieux les protéger. Le rôle de la Commission européenne quant à la prévention de fusions entre entreprises européennes a été discuté de manière controversée. L'UE a connu des histoires à succès comme Airbus ou Galileo et doit continuer sur cette voie.

- **La protection des emplois industriels et sidérurgiques** en Europe, dans le secteur automobile par exemple, doit à l'avenir faire l'objet d'une attention accrue. L'UE doit adopter une politique protectionniste envers d'autres acteurs mondiaux en vue de pérenniser la production industrielle et manufacturière en Europe et éviter ainsi la délocalisation vers la Chine.

- **Concurrence déloyale** : La Chine a la possibilité de produire à meilleur marché au détriment de la qualité ; dès lors la production chinoise est vue comme étant déloyale. Une délocalisation des entreprises à l'intérieur de l'UE est acceptable, car toutes les entreprises européennes doivent se conformer aux règles du marché unique. Le cadre légal européen prévoit le **respect des droits de l'homme** et l'**interdiction du travail des enfants**, mais qu'en est-il du cadre légal chinois ou d'autres pays asiatiques ? Les entreprises européennes ne luttent pas à armes égales avec celles des pays qui ne respectent pas le socle des droits sociaux ou même les droits de l'homme. Il faut soit récompenser les entreprises européennes, soit punir les entreprises des Etats tiers qui ne sont pas en conformité avec les valeurs européennes. Il existe une véritable volonté citoyenne de se protéger face à des pays qui ne respectent pas les valeurs européennes.

- En matière de politique agricole, l'élevage intensif et la production de masse d'animaux doivent cesser. Les subsides pour la viande à bon marché n'ont plus leur raison d'être et la politique agricole devrait promouvoir des approches innovantes.

Justice sociale :

- **Le creusement des inégalités** entre les Etats membres et à l'intérieur des Etats membres pose problème. Il a été suggéré de mettre en place des standards minimaux et un contrôle efficace de ces derniers. De plus, **les organisations syndicales et le dialogue social** devraient être renforcés pour venir à bout des inégalités identifiées.

- **La justice sociale** devrait devenir une priorité de l'UE. L'absence d'une agence de contrôle européenne pour vérifier le respect des droits sociaux par les États membres est perçue comme une

lacune. L'UE devrait posséder plus de compétences en la matière et le fait que la justice sociale relève avant tout de la responsabilité des États membres nuit aux citoyens. Il semble que l'UE ne se préoccupe pas suffisamment du non-respect des droits sociaux européens, de la mauvaise gestion ou du détournement des fonds par les entreprises.

- Les **inégalités** entre riches et pauvres se sont exacerbées tout au long de la **pandémie**. Sans solution durable, l'Europe risque de s'effondrer.
- Il faudrait établir un cadre européen légal et contraignant en Europe pour le respect du **socle des droits sociaux européens** et le respect des droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises établies dans l'UE.
- La question du **gaspillage alimentaire** en Europe est soulevée ; alors que des aliments sont jetés, des citoyens européens souffrent de la faim et vivent sous le seuil de pauvreté. Il faut introduire un système permettant de limiter le gaspillage et de redistribuer les aliments localement pour y remédier.

Sujet 4 : L'UE dans le monde

- **L'UE ne parle pas d'une seule voix**. Les égoïsmes nationaux s'opposent à la concrétisation d'une véritable politique étrangère européenne. La politique étrangère de l'Union face aux autres puissances est définie par les grands Etats membres qui, assez souvent, tentent de faire cavalier seul. Renforcer la résilience de l'UE pour réagir aux crises contribuerait à accroître son autonomie et à réduire sa dépendance vis-à-vis d'autres puissances. La majorité qualifiée doit devenir la règle en matière de politique étrangère.
- **Politique d'élargissement** : Quelles sont les limites de la politique d'élargissement ? un citoyen a souligné le manque de clarté sur la finalité de la politique d'élargissement. Est-ce que l'Union européenne sait refuser un Etat candidat même si celui-ci remplit toutes les conditions d'adhésion (de type économique, acquis communautaire, dispositions légales et de droits) ?
- L'UE devrait être plus active sur le continent africain pour **endiguer l'influence de la Chine**. La position de l'UE sur le plan international dépend de ses relations avec d'autres régions du monde. « L'aide au développement » telle que pratiquée par l'UE devrait être mise en valeur par rapport aux « partenariats chinois » par des campagnes de communication aussi bien en Afrique qu'en Europe. L'Europe devrait conclure des traités de libre-échange avec des pays africains.
- Certaines puissances entretiennent des **campagnes de dénigrement et de désinformation** sur l'Union européenne (p.ex. la Chine et la Russie). L'UE devrait se doter des capacités nécessaires pour contrer ce genre de campagnes et devrait mieux communiquer sur les réussites européennes, surtout à l'intérieur des Etats membres.
- Les citoyens proposent d'accroître **les investissements dans la recherche et le développement** afin de permettre aux entreprises européennes de concurrencer les entreprises mondiales (ex. Samsung, Huawei, Apple). L'UE possède une production de haute qualité, cependant elle présente un déficit commercial avec la Chine et d'autres pays asiatiques qu'il convient de combler.
- Le poids de l'Union européenne dans le monde a diminué suite au **Brexit**.

Sujet 5 : Valeurs et droits, Etat de droit, sécurité

Valeurs :

- La montée de l'**extrémisme de droite** et la tendance de certains Etats membres de se transformer en **démocraties illibérales** inquiètent les citoyens. De ce fait, la préservation de l'Etat de droit doit être considérée comme une priorité absolue comme d'ailleurs aussi la garantie d'une système judiciaire efficace et indépendant dans l'ensemble des Etats membres.

- **Liberté de presse** : la presse écrite est sous pression pour différentes raisons. Or, la presse écrite et indépendante joue un rôle prééminent dans la préservation de la démocratie. Les subventions à la presse devraient être revues à la hausse et non à la baisse. Les médias de service public occupent non seulement une place centrale dans le paysage médiatique des Etats membres mais forment l'un des piliers de la démocratie. Des investissements dans ce secteur sont nécessaires afin de garantir l'indépendance de ces médias de service public.

- **Dépolitisation** : Le phénomène du désintérêt et de défiance envers la politique en général, d'un sentiment de désaffection qui reflète en partie la désillusion des citoyens vis-à-vis de la politique a été identifié comme un risque sérieux pour la démocratie. La dépolitisation peut déboucher sur une montée des extrémismes et peut entraîner des conséquences négatives sur le taux de participation aux élections.

- **L'absence d'une identité européenne** se traduit à travers l'absence de symboles communs.

Sécurité :

- **La sécurisation des frontières extérieures** : Selon les participants, d'une part, il faut une sécurisation des frontières externes de l'UE, et d'autre part, il faut également prévoir des solutions humanitaires lorsque des réfugiés sont bloqués à une frontière extérieure, comme lors de la crise entre l'UE et le Belarus.

- En matière de politique de défense, **la stratégie d'armement** et de développement des capacités communes de l'UE n'est qu'embryonnaire.

- La montée de l'**extrémisme religieux**, soutenu par des fonds venant de l'étranger a également été identifié comme problème pour la sécurité de l'Union européenne.

Sujet 6 : Transformation numérique

- **Fracture numérique** : L'UE devrait éviter toute fracture numérique et l'inclusivité doit rester un objectif en matière de politique de numérisation. Concrètement, l'UE ne devrait pas oublier les **personnes âgées** dans ce processus.

Sujet 7 : Démocratie européenne

- **Manque de transparence et déconnexion** : la procédure de prise de décision européenne est jugée trop compliquée et un manque de transparence a été identifié à cet égard. Les citoyens perçoivent une déconnexion entre les citoyens et la classe politique nationale et européenne. Cette déconnexion pousse une partie des citoyens dans les mains des populistes. Une solution consiste à investir plus dans l'éducation des citoyens au sujet du fonctionnement de l'UE et des valeurs européennes. Une autre solution consiste à simplifier les procédures législatives par l'abandon du principe du vote à l'unanimité et l'utilisation généralisée du vote à majorité qualifiée. Ceci améliorerait aussi le processus décisionnel et permettrait à l'UE de répondre plus rapidement et plus efficacement à des crises.

- **Le rôle des petits pays** en Europe : Les petits Etats jouent un rôle important dans l'UE, mais les citoyens ont l'impression que les décisions sont de plus en plus prises loin d'eux, « à Bruxelles ». Il faut éviter que les **décisions soient trop éloignées des citoyens** afin d'éviter toute tendance

de déconnexion par rapport à la politique et l'UE.

- Il faut éviter le **blocage de la prise de décision** au niveau de l'UE. Lorsqu'une politique ne peut être réalisée, une partie des Etats membres devait avoir la possibilité d'aller de l'avant moyennant la coopération renforcée.
- Les citoyens ont l'impression qu'ils **ne disposent pas d'assez d'informations** sur l'Union européenne.
- **Egalité des genres** : L'Europe a besoin de plus de femmes à la tête du processus décisionnel de l'UE. L'UE devrait accroître la nomination **de femmes à des postes à responsabilité** et dans le processus décisionnel.

Sujet 8 : Migration

- La **migration est nécessaire** pour prévenir le vieillissement de la population en Europe. La réalité démographique ne joue pas en faveur de l'UE; il faut agir pour gérer les flux migratoires sans pour autant ouvrir complètement les frontières extérieures. En même temps, l'Union européenne doit s'acquitter de sa responsabilité envers les Etats qui souffriraient de la fuite des cerveaux vers l'Europe.

Sujet 9 : Education, culture, jeunesse et sport

- **Education** : Bien que l'éducation relève d'une compétence nationale, les programmes d'échanges de l'Union européenne en la matière comme « Erasmus » revêtent une grande importance. L'UE doit trouver un moyen de faire participer les jeunes Britanniques aux programmes d'échange, ceci indépendamment du principe de réciprocité. Ainsi, les jeunes Britanniques pourraient se rendre compte des avantages de l'UE. Par ailleurs, il est proposé que l'UE mette en œuvre un programme d'échanges entre enseignants afin de permettre un échange de meilleures pratiques dans les domaines de la didactique et de la méthodologie. En même temps, ces échanges amélioreront la connaissance des différents systèmes scolaires de l'UE.

- L'intégration se fait surtout par les langues, l'UE devrait donc promouvoir davantage les **écoles multilingues**.

- De manière générale, il faut revoir à la hausse **les budgets pour la jeunesse**. Les échanges culturels, surtout pour les plus jeunes en Europe sont importants et représentent un facteur de cohésion. Les initiatives tendant à intégrer les jeunes au processus de prise de décision comme le Parlement européen des jeunes apporteront des bénéfices pour la démocratie à long terme.

- Il est primordial de proposer **des cours d'éducation civique** aux jeunes et de leur expliquer l'importance des élections.

Sujet 10 : Autres idées :

- L'UE a un problème de **communication**. Il faut mieux « vendre » les avantages de l'Union européenne. Trop souvent les succès de l'UE passent inaperçus auprès des citoyens.
- Le **Brexit** est toujours d'actualité, le problème des contrôles entre l'Irlande du Nord et l'Angleterre n'étant pas encore résolu.

Luxembourg, le 31 janvier 2022

Procès-verbal approuvé et certifié exact